



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 8 juin 2020

Extrait de la délibération affiché le **12 juin 2020**.

L'an deux mille vingt, **le huit juin à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle Michel Vallery, sous la présidence de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire.

Etaient présents

Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Damien **GUILLARD**, Christel **BOUBERT**, Aurélien **LECACHEUR**, Virginie **VANDAELE**, Sylvain **CORNETTE**, Agnès **SIBILLE**, Jean-Luc **HEBERT**, Isabelle **CREVEL**, Gilles **BELLIERE**, Isabelle **NOTHEAUX**, Yannick **LE COQ**, Aliké **PERENDOUKOU**, Nicolas **SAJOUS**, Pascale **GALAIS**, Eric **LE FEVRE**, Edith **LE ROUX**, Nicolas **BERTIN**, Sandrine **VEERAYEN**, Patrick **DENISE**, Véronique **BLONDEL**, Cédric **DESCHAMPS-HOULBREQUE**, Catherine **OMONT**, Thierry **GOUMENT**, Aline **MARECHAL**, Jean-Pierre **LAURENT**, Corinne **CHOUQUET**, Agnès **MERLIN**, Arnaud **LECLERRE**, Virginie **LAMBERT**, Nicole **LANGLOIS**, Laurent **GILLE**.

Secrétaire de séance

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 8 Juin 2020

2020.06/64

RESSOURCES HUMAINES – MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – MODIFICATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel au sein de la Fonction Publique d'Etat (RIFSEEP).

Compte tenu du principe de parité en matière de régime indemnitaire, le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale rend possible la transposition du RIFSEEP dans la fonction publique territoriale, au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels des corps de l'Etat correspondants.

Le RIFSEEP a ainsi vocation à s'appliquer aux fonctionnaires territoriaux appartenant à des cadres d'emplois assimilés aux corps de l'Etat concernés et à remplacer l'ensemble des primes sur lesquelles est fondé le régime indemnitaire actuellement en vigueur à la Ville de Montivilliers. Ainsi tous les fonctionnaires territoriaux, sauf les policiers municipaux, devront bénéficier du RIFSEEP.

Par délibération en date du 10 Décembre 2018, la Ville de Montivilliers a instauré la partie Indemnité Fonction, Sujétions et Expertise pour l'ensemble de ses agents, complété par la délibération en date du 4 Novembre 2019 instaurant la partie Complément Indemnitaire Annuel.

Cette délibération était applicable aux cadres d'emplois existants dans la collectivité ayant fait l'objet de parution d'arrêtés ministériels. Certains cadres d'emplois n'étaient donc pas concernés. Il s'agissait du cadre d'emplois des ingénieurs, des techniciens, des éducateurs de jeunes enfants, des puéricultrices territoriales, des infirmiers, des auxiliaires de puéricultures, des auxiliaires de soins, des Directeur d'Etablissements d'Enseignement Artistique et des Conseillers des Activités Physiques et Sportives.

Ainsi, un décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale a étendu aux cadres d'emplois précités, non encore éligibles, le bénéfice du RIFSEEP.

Par conséquent, la présente délibération entend étendre le dispositif mis en place à la Ville de Montivilliers aux agents relevant des cadres d'emplois concernés.

D'autre part, dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire, la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020, a invité les employeurs publics à délibérer afin de permettre le maintien du régime indemnitaire aux agents territoriaux placés en congé de maladie ordinaire atteints du coronavirus.

La délibération de la Ville de Montivilliers précisait que le régime indemnitaire des agents suivait la situation de maladie. Afin d'être en conformité avec les dispositions de la loi du 23 mars 2020, la Ville de Montivilliers prévoit dans l'article se rapportant à la maladie de préciser clairement le maintien du régime indemnitaire pendant la période de crise sanitaire.

La présente délibération apporte les modifications mentionnées précédemment.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2020 ;

VU l'arrêté portant organisation générale des services et l'organigramme ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 88 ;

VU le décret n° 2020-182 du 27 février 2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale ;

VU l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application aux corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

VU la circulaire NOR RDFF1427139 C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

VU la délibération en date du 16 mai 2002 instaurant le régime indemnitaire des agents de catégorie C de la Ville de Montivilliers et ses délibérations modificatrices en date du 2 novembre 2006 et du 12 décembre 2011 ;

VU la délibération en date du 22 octobre 2012 instaurant le régime indemnitaire des agents de catégorie B de la ville de Montivilliers et sa délibération modificatrice en date du 29 mars 2016 ;

VU la délibération en date du 10 décembre 2018 instaurant l'IFSE pour les cadres d'emplois prévus par les dispositions règlementaires en vigueur,

VU la délibération en date du 4 Novembre 2019 instaurant le CIA pour les cadres d'emplois prévus par les dispositions règlementaires en vigueur,

Ainsi que tout texte spécifique au régime indemnitaire des fonctionnaires d'Etat, publiés ou non, qui fixe, complète ou modifie les régimes indemnitaires pouvant servir de référence au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ;

VU le tableau des effectifs,

Sur l'état d'urgence sanitaire :

VU la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;

CONSIDERANT

- La parution de textes réglementaires relatifs aux différentes primes et indemnités des filières administratives, techniques et sociales de la fonction publique d'Etat concernant la mise en œuvre de l'indemnité de Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ;
- La nécessité de mise en conformité réglementaire du régime indemnitaire mis en œuvre à la Ville de Montivilliers ;
- Que le régime indemnitaire des agents territoriaux est fixé dans la limite de celui applicable aux agents des services de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes conformément au principe de parité ;
- Qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser les principes et les critères d'octroi, de versement et de retenues du régime indemnitaire pour créer les conditions d'une motivation des agents de la collectivité ;
- Que la délibération prévoit les primes de responsabilité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de sorte que le régime indemnitaire n'est pas forfaitaire mais lié au service fait et qu'en l'absence de service fait, il ne peut être versé ;
- La volonté de faire du régime indemnitaire à la fois un outil de management et à la fois une reconnaissance des fonctions exercées par les agents ainsi que de leurs parcours professionnels en poursuivant les objectifs suivants :
 - en prenant mieux en compte les responsabilités assumées et les expertises professionnelles des agents,
 - en prenant en compte les contraintes des postes et des fonctions,
 - en prenant en compte l'investissement dont les agents font preuve dans l'exercice de leurs missions ainsi que leur manière de servir.
- Que le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

VU le rapport de Monsieur Le Maire ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **De modifier les délibérations en date du 10 décembre 2018 et 4 novembre 2019 sur la mise en place de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise et sur la mise en place du Complément Indemnitaire Annuel afin d'intégrer les cadres d'emplois qui n'étaient pas jusqu'à présent éligibles ;**
- **De modifier les dispositions de la délibération du 10 décembre 2018 relatives à la maladie afin de maintenir le régime indemnitaire des agents pour les arrêts de travail liés au coronavirus.**

Modification des cadres d'emplois éligibles à l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)

La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Le classement des postes selon les groupes de fonctions s'est effectué à partir des points obtenus selon la grille de critères jointe.

- **Catégories A**

- Arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application au corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	Sup à 72 pts	Directeur général des services - Directeurs généraux adjoints.	700 €	1500 €	49 980 €
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	46 920 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission – chargés de projets	250 €	350 €	42 330 €

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

ATTACHES TERRITORIAUX			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	Sup à 72 pts	Directeur général des services - Directeurs généraux adjoints.	700 €	1500 €	36 210 €
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	32 130 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission – chargés de projets	250 €	350 €	25 500 €

- Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application aux corps des bibliothécaires et des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques

BIBLIOTHECAIRES – ATTACHES DE CONSERVATION			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	29 750 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission – chargés de projets	250 €	350 €	27 200 €

- Arrêté du 14 février 2019 portant application au corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

INGENIEURS EN CHEF TERRITORIAUX			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	Sup à 72 pts	Directeur général des services - Directeurs généraux adjoints.	700 €	1500 €	57 120 €
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	49 980 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission – chargés de projets	250 €	350 €	46 920 €

- Arrêté du 26 décembre 2017 pris pour l'application au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat.

INGENIEURS TERRITORIAUX			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	Sup à 72 pts	Directeur général des services - Directeurs généraux adjoints.	700 €	1500 €	36 210 €

Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	32 130 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission – chargés de projets	250 €	350 €	25 500 €

- Arrêté du 23 décembre 2019 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

CADRES TERRITORIAUX DE SANTE -			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	32 130 €
PUERICULTRICES – INFIRMIERS EN SOINS GENERAUX			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	15 300 €

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

ASSISTANTS SOCIO EDUCATIFS			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 2	De 40 à 55 pts	Responsables de service	400 €	500 €	11 970 €
Groupe 3	Inf à 40	Responsables de secteur	250 €	350 €	10 560 €

- Arrêté du 17 décembre 2018 pris pour l'application au corps des éducateurs de la protection judiciaire de la jeunesse du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

EDUCATEURS JEUNES ENFANTS			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	13 500 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission – chargés de projets	250 €	350 €	13 000 €

• **Catégories B**

- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.
- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les éducateurs des activités physiques et sportives.
- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.
- Arrêté du 7 novembre 2017 pris pour l'application au corps des techniciens des systèmes d'information et de communication du ministère de l'intérieur du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

REDACTEURS - EDUCATEURS DES APS – ANIMATEURS - TECHNICIENS			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 4	De 55 à 70 pts	Responsables de services - responsables de secteurs avec des technicités ou des compétences spécifiques – chargés de mission auprès de la direction générale	400 €	300 €	17 480 €
Groupe 5	De 40 à 55 pts	Responsable de secteur – chargés de mission avec fonction de coordination et de pilotage de projet	200 €	500 €	16 015 €
Groupe 6	Inf à 40	Autres fonctions de catégorie B	150 €	250 €	14 650 €

- Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 5	De 40 à 55 pts	Responsable de secteur – chargés de mission avec fonction de coordination et de pilotage de projet	200 €	500 €	16 720 €
Groupe 6	Inf à 40	Autres fonctions de catégorie B	150 €	250 €	14 960 €

- **Catégories C**

- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.
- L'arrêté du 16 juin 2017 relatif aux adjoints techniques du ministère de l'intérieur complétant l'arrêté du 28/04/2015.
- L'arrêté du 16 juin 2017 relatif aux agents de maîtrise du ministère de l'intérieur complétant l'arrêté du 28/04/2015.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS – ADJOINTS TECHNIQUES – ADJOINTS D’ANIMATION – ATSEM – AGENTS SOCIAUX – AGENTS DE MAITRISE – OPERATEURS DES APS			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 7	Plus de 40 pts	Responsable d’équipes – responsables de secteurs - coordinateurs	150	350	11 340 €
Groupe 8	De 31 à 39 pts	Assistants de direction – agents en responsabilité d’encadrement d’équipe de proximité – Agents ayant des sujétions particulières	75	225	10 800 €
Groupe 9	De 0 à 30 pts	Autres fonctions de catégorie C	50	150	10 800 €

A noter que les arrêtés mentionnés ci-dessus applicables aux différentes catégories hiérarchiques prévoient des montants plafonds différents pour les agents bénéficiant d’un logement pour nécessité absolue de service. Néanmoins, le montant de la partie fonction et de la partie expérience versée à ces agents reste la même que celles mentionnées dans les tableaux ci-dessus.

La présente délibération étend aux agents relevant des cadres d’emplois visés ci-dessus la mise en œuvre des dispositions de la délibération relative à l’instauration du Complément Indemnitare Annuel.

Modification portant sur les modalités de maintien ou de suppression de l’IFSE

Rappel des dispositions de la délibération :

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, le régime indemnitaire à l’Etat suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service / maladie professionnelle ou imputable au service).

Il est maintenu intégralement pendant les congés pour maternité, états pathologiques, paternité, adoption.

Il est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie.

En cas de temps partiel thérapeutique, les primes et indemnités doivent suivre le même sort que le traitement.

En cas d’absence de service fait : le régime indemnitaire est réduit automatiquement dans les mêmes proportions que le traitement de base. La suspension de fonctions entraîne la suppression immédiate du régime indemnitaire.

Dispositions particulières COVID 19 :

La loi d’urgence du 23 mars 2020 prévoit que le régime indemnitaire soit maintenu pour les agents territoriaux placés en congés de maladie ordinaire durant la période de l’état d’urgence sanitaire.

Cette disposition prend effet à compter du 1^{er} février 2020.

10°) Date d'effet :

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2019.

Les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont abrogées en conséquence, hormis celles concernant les primes des cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP ou non encore parues.

Imputation budgétaire

Exercice 2019

Budget

Budget principal

Comptes : 64118 - 64138

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.